

GRAND DÉBAT NATIONAL

COMPTE-RENDU

DÉNAT – 24/01/2019 à 18h00

85 présents

Mot de bienvenue du maire, Dominique SANCHEZ

Introduction de Philippe FOLLIOU, député : rappel du contexte et de la démarche du Grand débat national, rappelle qu'il a déjà favorisé le débat depuis le début de son mandat avec les « ateliers du territoire », présente la méthode égalitaire (2 minutes par intervention) et les règles du jeu du débat démocratique et citoyen, exprime son souhait que ces débats soient fructueux, qu'ils voient émerger des points saillants et des propositions au-delà des « doléances ». Justification du choix du lieu du débat, lecture de la charte du Grand débat national par Philippe FOLLIOU et par deux assesseurs, présentation des questionnaires qui peuvent être remplis par les participants en direct ou après la réunion et remis soit en mairie, soit à la permanence parlementaire qui les fera suivre à la Mission Grand débat. Rappel des 4 thèmes principaux du grand débat, qui ne sont pas exclusifs puisque aucune question ne sera mise de côté, et de la feuille de doléances et propositions à disposition de chacun.

Thème 1: DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ

1. Frédéric C : Aujourd'hui il y a une crise de la démocratie : le peuple ne se sent pas écouté. Ex : cas des référendums de 2005 : le peuple a voté non à la Constitution européenne et Sarkozy l'a fait passer par la fenêtre. Quand les gens votent, le programme n'est pas appliqué. Les lois qui sont votées ne sont que des transpositions des directives européennes. Pour le peuple, le vote ne sert à rien. La Cour européenne des droits de l'homme intervient dans les décisions nationales : c'est un problème de souveraineté. Problème du cas de la crise migratoire en Hongrie ou en Italie.
2. Roland G : La crise actuelle révèle une défiance. L'abstention est forte. Il faut préserver et renforcer les institutions. Elles ont fait leurs preuves : notre pays n'a pas connu de crise institutionnelle depuis les années 60. Il faut conserver le bonus majoritaire, c'est-à-dire donner au groupe qui a acquis le plus grand nombre de voix la responsabilité de notre pays. Il faut conforter la participation citoyenne à la vie politique. Pour le vote obligatoire. Une plus grande instruction civique sur les valeurs de la République.

3. Christian M : La démocratie est trop représentée. Il y a beaucoup d'institutions, et cela coûte beaucoup d'argent. Il faut alléger ces mécanismes afin que les citoyens aient plus confiance. Internet permet au citoyen d'être plus proche de la démocratie. Il faut simplifier notre démocratie.
4. Guillaume J : Le citoyen est perdu. Au niveau européen, on voudrait simplifier notre démocratie en mettant en place une véritable fédération. Il faut partir du niveau local (département, commune) qui aurait des compétences propres. Puis cela remonterait au niveau national puis au niveau européen (le commerce international, la transition écologique). L'UE est un moyen de se défendre face aux autres pôles (Chine, États-Unis). Dans un monde multipolaire, l'UE permet aux pays de se faire entendre sur la scène internationale.
5. Jean-Eric V : Pour améliorer les choses, il faudrait prendre en compte le vote blanc. La majorité actuelle n'est pas représentative d'une majorité de Français. La majorité est le vote blanc et l'abstention. Il faudrait que les gens ne puissent pas se représenter. A la place de Sénat, l'on pourrait mettre en place une assemblée de gens tirés au hasard selon leur catégorie sociale. Par exemple, si en France il y a 1% de SDF, alors 1% de SDF siègeront à l'assemblée. Il faut regarder les revenus correspondant à leur catégorie socioprofessionnelle.
Les députés auraient de gros salaires pour éviter la corruption : mais est-ce vraiment utile ? Quand des entreprises pèsent des milliards, 6000€ c'est de la petite monnaie pour eux.
6. Jacques A : Problème des retraites.
Il faut donner plus de pouvoir, de missions aux élus locaux. Ils sont au courant des problèmes qui se posent et ils peuvent les faire remonter.
7. Alfred K : La démocratie vit par le vote. Mais comme le nombre de votants n'est pas suffisant, on considère que l'on n'est pas représentés. On pourrait rendre le vote obligatoire et prendre en compte le vote blanc. Si le vote blanc arrive en tête, alors cela signifie que les candidats ne sont pas acceptés par la population.
Au niveau de l'UE, il faudrait ramener les problèmes nationaux.
« Gouverner ce n'est pas faire ce qui plaît au peuple mais faire ce qui est bon pour eux ».
8. Laurence C : Le problème est que les députés ne sont pas présents à l'assemblée. Il faudrait que chaque citoyen puisse participer au vote au niveau de l'assemblée.
9. Jean-Pierre K : Il faut abolir les privilèges injustifiés (garde du corps des anciens présidents...). Ne pas faire des demi-mesures comme sous Hollande. Il faut une suppression des privilèges pour les anciens élus, comme mettre fin aux conventions obsèques des députés (qui était de l'ordre des 20 000 euros avant La République en Marche).
10. Catherine C : Dans ce pays on ne peut pas faire une seule réforme. Tout le monde râle. Il faut laisser faire les personnes élues et ne pas les prendre en otage. Les personnes en désaccord n'ont qu'à aller voter.

11. Christophe B : C'est bien qu'il y ait eu de nouveaux députés. Content de nos députés actuels : il y a des propositions de loi faites et qui avaient été annoncées. Il faut mieux voter pour ceux qui se sont présentés et leur laisser le droit d'avancer. Plutôt que de dire que ce n'est pas bien l'UE, il faut voter pour des gens qui feront avancer l'Europe, pour qu'elle puisse changer.
12. Pascal G : Le fonctionnement de la IVème République permettait un véritable débat au Parlement, c'est depuis la Vème une chambre d'enregistrement agitée de disputes sans effets.
Les élus obtiennent leur mandat grâce au budget qu'ils peuvent y mettre et qu'ils se font rembourser avec les impôts qu'ils nous imposent. Leur « programme » ne permet généralement pas de connaître clairement leur véritable projet, ce qui laisse cette désagréable impression de trahison des électeurs une fois qu'ils ont conquis le pouvoir et qu'ils prétendent pouvoir ensuite décider d'appliquer « leur » projet sans tenir compte de l'avis des citoyens.
13. Bruno G : La dette publique de la France ne cesse d'augmenter depuis 1975, le budget 2019 prévoit un déficit de 100 milliards d'euros, le montant total de la dette publique atteint 2 351 milliards et augmente de 2 665 € par seconde. Il est indispensable de voter des budgets en équilibre, cette obligation de voter un budget en équilibre devrait figurer dans la constitution.
14. Rolland B : Je suis un pur produit de cette démocratie. Il y a beaucoup de qualité à notre système, mais aussi beaucoup d'adaptations à faire. Pour une meilleure représentation, il faudrait une réduction du Sénat, mais il faudrait garder un certain nombre de députés.
15. Charles S : Il y a des dysfonctionnements. A l'Assemblée Nationale, 77% des élus sont des cadres. Il n'y a pas de paysans. Les problèmes qu'ils traitent ne sont pas ceux des citoyens. A l'époque, il est arrivé qu'un ancien garagiste devienne ministre. Il faudrait une démocratie représentative et décentralisée.
16. Isabelle B : Problème des *fake news*. De nombreux porte-parole de partis donnent des informations erronées, les journalistes laissant ces propos se propager.
Les problèmes de corruption sont importants. En France il existe une association : OXFAM, qui cartographie les situations de corruption. Il y a des problèmes idoines avec les nominations. Les élus sont élus à juste titre. Mais ils peuvent nommer, c'est le cas du conseil économique et social, et ce caractère discrétionnaire est problématique.
17. André B : On considère que les élus sont en grande partie responsables de tous nos problèmes en France. Une communication qu'a fait Bercy la semaine dernière met en avant ce constat : sur 1000 euros dépensés, 1 euro est dépensé pour les élus.
Je ne partage pas le mode d'action des « gilets jaunes », mais ils ont mis en avant certains problèmes (pouvoir d'achat). Il faut chercher d'autres raisons que les soit disant avantage de nos élus.
18. Albert C : Qui gouverne réellement ?

19. Frédéric C : Il y a un peuple français mais il n'y a pas encore de peuple européen. On a le 2^{ème} domaine maritime au monde et on n'a pas les mêmes intérêts que l'Allemagne.

On peut siéger dans une assemblée tout en combattant son orientation, cela s'appelle l'opposition. Ce n'est pas parce qu'on est contre cette Europe-là que l'on n'est contre l'Europe, on peut collaborer avec nos amis européens (exemple : Airbus).

Mettre une dose de proportionnelle ? Mitterrand l'a fait en 86, et la proportionnelle intégrale existe pour les Municipales et les Régionales avec prime à la liste arrivée en tête et cela marche. Cela oblige les politiques à mettre de l'eau dans leur vin.

Le RIC apparaît comme étant une bonne solution pour que les citoyens s'expriment.

Thème 2: LA FISCALITÉ ET LES DÉPENSES PUBLIQUES

1. Anonyme : Il y a beaucoup d'augmentations (eau, électricité). Il faudrait augmenter toutes les retraites et le SMIC de manière significative. Il faut une égalité devant les impôts et baisser les taxes sur les produits de première nécessité + baisser le salaire des élus.

2. Rolland B : Problème de la fiscalité : les plus riches ne payent pas leurs impôts grâce aux foyers fiscaux. Pourquoi ne fait pas comme aux Etats-Unis où les entreprises sont imposées même si elles payent déjà leurs impôts ailleurs ?

Il n'est pas normal que des citoyens français qui veulent toucher leur retraite en France ne participent pas à l'effort fiscal de tous les Français. Notre système manque de transparence. Il y a un besoin de contrôle. Il y a un besoin d'explications. La Cour des comptes sort un rapport tous les ans et qui analyse tous les dysfonctionnements. Il faudrait augmenter le rôle de cette Cour qui pourrait imposer les décisions permettant de rectifier les problèmes.

Il me semble que nous payons deux décisions : la retraite à 60 ans et les 35h.

3. Albert C : Au niveau de la dette, il faut relativiser en la comparant à celle des États-Unis et à la dette mondiale. Le vrai problème est celui des dépenses publiques. Sur le marché international, beaucoup d'argent navigue. Il faut se débrouiller pour que cet argent soit placé dans un pays riche comme la France. Il faudrait qu'il y ait un grand plan d'investissement dans les nouvelles technologies et dans l'éducation nationale.

4. Guillaume J : Il faut revoir la fiscalité. Pour le revenu national universel à la place des allocations. Il faut savoir redistribuer les richesses. Il faut gagner en transparence pour savoir où va notre argent. Pourquoi ne pas créer un outil pour savoir où va notre argent ? Les nouvelles technologies peuvent servir à donner des statistiques.

5. Roland G : Problème de la précarité financière. Il y a un besoin de justice fiscale et d'exemplarité (mise en place d'une instance de contrôle). Il faut sortir du cercle vicieux des taxations qui sont lourdes et qui pèsent sur nos concitoyens. Il faudrait

faire un cercle vertueux qui place la rémunération juste du travail au centre de notre vie. Il faut revaloriser l'apprentissage et lutter contre l'économie souterraine. Il faudrait une convergence fiscale européenne.

6. Michel L : Il nous faut une politique de rigueur. Les entreprises du CAC40 battent des records. Il y a 97 milliards de profits et 40 milliards de dividendes tous les jours. On est un des pays où les milliardaires progressent le plus vite : ce sont les ultras riches. Quel monde va-t-on laisser à nos petits enfants ? Aujourd'hui 26 personnes possèdent la moitié des richesses de l'humanité.
7. Charles S : Les politiques ne maîtrisent plus la dette. La CSG était censée durer 5 ans et elle est toujours là 38 ans après. Il faut homogénéiser les retraites. Il ne faut plus de retraites par capitalisation. Il y a aussi le problème du tuilage des structures administratives. A l'hôpital, on privilégie à tort la rentabilité.
8. Jean-Pierre K : Il y a un véritable problème de répartition des richesses : il faudrait mutualiser. La dette est à hauteur de 37/1000 euros : je la trouve importante en valeur absolue et comparée à la défense 31 euros, la sécurité 25 euros et la justice 4 euros : ce sont des finances qui nous manquent. Chaque euro bien utilisé et bien employé compte.
Il faudrait une abolition de certains privilèges (obsèques à 20 000 euros chez les sénateurs).
9. Frédéric C : Crise du consentement à l'impôt. Où va l'impôt ? A quelle collectivité ? Il faudrait faire une grande réforme pour simplifier afin de déterminer où va chaque impôt (ex : les impôts sur les transports vont à la région). La région Occitanie a eu pour premier budget 2,5Md€, aujourd'hui on est à 3,6Md€ dont 70% sont des dépenses de fonctionnement.
10. Jean-Eric V : La fiscalité est trop complexe. Il y a des impôts différents. Pour tous les recenser il faudrait plus de 2mn. Beaucoup cherchent à économiser l'impôt. Un professeur d'économie d'entreprise qui était dans un cabinet d'avocats d'affaire nous expliquait qu'il était rémunéré en pourcentage d'économies d'impôts réalisées légalement. On a donc l'impression que les lois fiscales, en dehors du « diviser pour mieux régner », sont créées pour nourrir ce système et créer de nouveaux marchés aux avocats très bien représentés à l'assemblée.
11. Isabelle B : Je suis indignée par la façon dont l'argent public est utilisé. Il y a des dérapages que personne n'assume.
Les actionnaires des entreprises du CAC 40 : sur un investissement de 100 euros, ils récupèrent 67%. Le salarié, lui, va en récupérer 5%.
Il faudrait recapitaliser les entreprises, les aider pour qu'elles puissent se développer en terme de recherche.
12. André B : Le problème est qu'il faut trouver de l'argent. Il faut une augmentation du pouvoir d'achat. Il y a une solution : empêcher l'évasion fiscale (80 milliards d'euros). La France peut agir au niveau européen. Il faudrait s'occuper des pays paradis fiscaux

(Malte, Luxembourg). M. Macron, qui a pris un leadership au niveau européen, doit s'attaquer à ce problème en priorité.

13. Andras L : Sur l'étude menée sur les 15 dernières années, il s'avère que les retraites ont augmenté de 18% alors que le coût de la vie a augmenté de 49% selon l'INSEE. Il y a donc une perte de pouvoir d'achat de 31%. Les énergies ont augmenté en moyenne de 75%. Je propose :

- Une augmentation de toutes les retraites sans aucun plafond de ressource au coefficient du taux de l'inflation.
- Une augmentation du SMIC de manière significative
- La suppression de la CSG sur toutes les retraites.
- La suppression de la taxe d'habitation pour tous.
- Une égalité devant l'impôt sur le revenu, tout le monde doit contribuer, nul ne doit être exempté, ni même ceux qui ne touchent que des aides sociales.

Il faut réduire les avantages des hauts fonctionnaires de la fonction publique, suppression des primes de fin d'année des commissaires de police, revoir et supprimer toutes les primes venant en supplément des grilles salariales qui n'ont aucune justification légale.

Suppression du financement des partis politiques et des syndicats car l'utilisation des financements n'est pas contrôlée

14. Christian M : Il faut supprimer la TVA sur les produits de première nécessité afin de redonner du pouvoir d'achat. Il faut augmenter la TVA sur les produits de luxe. Pour récolter les mêmes recettes, il faudrait augmenter les produits industriels dans tous les secteurs. Il faut arriver à réinsérer les chômeurs comme cela avait été évoqué en 2012.

15. Bruno G : Il faut responsabiliser les français, les dépenses sociales atteignent 33% du PIB soit 10 points de plus que la moyenne des pays de la zone euro, laissons aux français la possibilité de décider eux-mêmes de ce qui leur convient, les privatisations et l'ouverture à la concurrence devraient leur permettre de choisir les meilleurs services : santé, retraite, assurance chômage... Il faut juste prendre en charge les plus démunis et les plus faibles... pouvoir épargner pour sa retraite grâce à la capitalisation, cela épargnerait aux retraités l'agacement d'être traités comme des aidés sociaux alors qu'ils l'ont gagnée leur retraite ! Il faut réformer l'État, baisser les dépenses publiques, réduire le nombre de fonctionnaires pour arriver au même ratio que l'Allemagne. On peut faire beaucoup d'économies ne serait-ce qu'en suivant les recommandations de la Cour des Comptes.

16. Albert C : Il faut augmenter la part du budget dans les dépenses publiques. L'UE se fait privatiser.

Il faut se donner les moyens pour créer des richesses en s'appuyant sur la jeunesse.

17. M. M : Beaucoup de gens ne touchent pas les aides auxquelles ils ont droit.

Thème 3 : LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

1. Christian M : Il manque de l'information concernant l'écologie (il pourrait y avoir par exemple le soir à 20h, 5 minutes pour informer les gens). L'écologie peut s'apprendre à tout âge. On pense que l'on sait tout, mais on ne sait rien.
2. Laurence C : La transition écologique est une urgence, tout le monde s'endort dessus. Ce sont les lobbies qui apportent des solutions qui ne sont pas des solutions. L'Europe devrait se concentrer sur quelque chose de plus important que le CAC40.
3. Anonyme : On a laissé les entreprises développer une pollution incroyable. Beaucoup trop d'emballages inutiles sont utilisés. Le secteur industriel n'est pas remis en cause. Mais les individus oui. C'est le monde à l'envers, il faut pénaliser les industriels. Ces emballages n'ont aucune utilité, c'est juste pour rendre le produit plus joli.
4. Albert C : Voiture électrique : le prix de la batterie représente 40% du prix du véhicule. Il y a une décision qui a été prise en faveur de l'électrique sans qu'on ait mot à dire. Or la Chine en a le monopole. On se fait piller et on ne réagit pas.
Le granulé de bois est fait à base de sciure, donc il y a un recyclage.
5. Alfred K : La transition écologique est étroitement liée à la fiscalité. Quand on parle de fiscalité punitive, beaucoup trop de personnes précaires (chauffage), il serait bien de pouvoir donner des aides pour l'isolation. Cela permettrait de faire du pouvoir d'achat, de créer des emplois.
Taxons les propriétaires qui louent des passoires thermiques, afin qu'ils soient obligés de louer des logements aux normes (chauffage...).
Tous les coupables sont dans la salle, nous sommes coupables de comment on consomme.
6. Andras L : Actuellement on taxe essentiellement les particuliers (taxe écologique sur le carburant, taxe fuel domestique, taxe écologique sur les véhicules...) : les sociétés et les entreprises ne sont pas impactées par toutes ces hausses car il existe des moyens légaux pour s'exonérer de ces taxes. L'écologie est bien l'affaire de tous, il faut donc taxer tout le monde de la même manière et ne pas exonérer les grands pollueur (transporteurs routier, maritime, aérien et grandes industries qui préfèrent payer des indemnités pour pouvoir polluer).
Limiter la vitesse à 80 km/h est une aberration, cela ne contribue pas à diminuer la pollution, les véhicules ayant été conçus pour rouler aux anciennes limitations afin de limiter les émissions de gaz à effet de serre. En roulant à 80km/h on est obligés de changer plus souvent de rapport de vitesse ce qui entraîne une surconsommation.
Supprimer les chaudières à fuel dans 10 ans est purement une idée de technocrate, quand on habite en zone rurale, il n'y a pas de gaz de ville. Changer une chaudière fuel par une à gaz diminue légèrement la pollution mais amène un très fort surcoût pour les ménages (location et mise en place d'une cuve) et pour passer à d'autres énergies il faut en moyenne investir entre 15.000 et 20.000€. Même avec les aides de l'État, les ménages de retraités ne peuvent absorber les surcoûts.

7. Jean-Eric V : La plupart des problèmes économiques et sociaux que rencontre les pays tels que la France découlent directement du système d'échange mondial. Les lois économiques sont des lois créées et dont la justesse est de moins en moins avérée.
Consommer plus ne veut pas dire consommer moins bien. Il y a 50 ans on fabriquait des frigos qui duraient à vie, maintenant ils tiennent à peine 4/5 ans.
8. Frédéric C : On est dans un modèle ultra libéral. Aujourd'hui dans cette mondialisation ultra libérale il faut protéger à la fois nos emplois et ce que nous produisons. On commence dans nos cantines à travailler sur le localisme (recours aux denrées locales).
9. Christophe B : On a de la technologie pour récupérer de la chaleur, ce que l'on a peut-être pas c'est l'industrie. Il me semble que créer ce type d'entreprise = moins de chômage.

Thème 4 : L'ORGANISATION DE L'ÉTAT ET DES SERVICES PUBLICS

1. Frédéric C : Deux problèmes par rapport aux services publics. Le premier c'est l'Europe (que l'on a voulu) qui a inscrit dès 1996 la libéralisation des services publics dans ses traités. Le deuxième problème, c'est la décentralisation de certains services publics vers les régions : exemple les transports ferroviaires : l'État a décentralisé aux régions la compétence de l'entretien des rames. Résultat : des petites lignes vont fermer. L'État ne joue plus son rôle. Je ne suis pas certain que les Français veulent moins de militaires, de policiers, d'infirmières
Inflation terrible de la fonction publique territoriale.
2. Albert C : - 1^{ère} priorité éducation nationale (enseignement supérieur) ;
- 2^{ème} priorité la santé ;
- 3^{ème} priorité la justice.
Sur YouTube, allez voir Carlos Moreno : quelle est la différence entre payer un fonctionnaire et un chômeur ?
3. Jacques B : texte de 2015 = création de communautés de communes. Qui mieux que le maire connaît ses administrés ? Il est nécessaire de faire une réflexion sérieuse sur la taille de nos communes.
4. Laurence C : Les grandes surfaces prennent le monopole sur tous les petits commerces. Tous les parkings sont devenus payants. Qu'elles arrêtent de graisser la patte aux politiques.
5. Roland G : Nous parlons d'un mille-feuille territorial, où personne n'a de solutions. L'intercommunalité est la gestion des intérêts communs. Pour la suppression des départements, avec une intercommunalité plus présente.
Il n'y a pas assez de mobilité entre les passerelles de la fonction publique.

6. Jean-Pierre K : On est obligés de passer par l'informatique pour quoi que ce soit (passeport...). Il faut garder des services publics physiques.
7. Rino G : Dans les communes, il ne reste pas beaucoup de compétences. Au niveau municipal, il nous reste le cimetière et l'école, tout le reste est transféré.
Les communautés de communes elles tiennent la main. Le problème c'est que le maire n'a plus les compétences.
8. Christian M : Il faut donner de nouvelles compétences complémentaires à la commune = mettre à disposition les premiers besoins élémentaires. Pour le moindre papier administratif il faut se rendre dans les villes. Il faudrait un guichet unique pour ce qui concerne les déclarations sociales, fiscales... c'est devenu trop compliqué !
9. Dominique S : Désengagement de l'État. Exemple : la Direction Départementale des Territoires instruisait les permis de construire et ensuite le maire de la commune faisait appel à un technicien. La direction départementale des territoires a abandonné le service du permis de construire dans les petites communes.
10. Andras L : Aujourd'hui nous sommes dans l'ère de la dématérialisation des services de l'État. Actuellement 20% du territoire n'est toujours pas couvert par le réseau haut débit, 30% de la population ne sait pas se servir de l'informatique. A ces éléments s'ajoute que les services publics se déchargent sur les citoyens qui doivent de ce fait avoir un abonnement internet, disposer d'un ordinateur, d'un scanner et se débrouiller avec un proche pour effectuer les démarches ou payer un professionnel habilité par l'État. Les citoyens n'ont plus d'interlocuteur en cas de problèmes et les délais de traitement des dossiers ont considérablement augmenté. Les systèmes ont été conçus pour fonctionner avec de la fibre et des réseaux à très haut débit et ils deviennent perfectibles dès que les vitesses des réseaux sont faibles (ce qui se passe dans nos campagnes). L'État a transféré une partie de son travail vers les citoyens sans diminuer le nombre de fonctionnaires et sans réduire les impôts.
Il faut diminuer le nombre d'élus, de fonctionnaires et réorganiser totalement les services publics pour maintenir une proximité avec les citoyens.
11. Jean-Eric V : J'aimerais que les policiers fassent plus un travail de policier que de percepteur.
On parle des morts sur la route (2700) mais on ne parle pas des morts par suicide qui sont bien plus nombreux (27.000).
12. Catherine C : Il ne faut pas diminuer mais plutôt augmenter le personnel de police/militaire. Nous avons besoin d'une police et d'une armée fortes. Arrêtons de taper sur leur dos, vous êtes heureux quand vous en avez besoin. Aujourd'hui pensons à augmenter le budget de la défense !
13. Marie-Claude H : Aujourd'hui si on enlève certains services aux mairies ce n'est qu'une question d'argent !
14. Alfred K : Les services publics, on en manque, il faudrait les renforcer. On voudrait diminuer les impôts. Je me demande si de taxer les « riches » via l'ISF serait suffisant pour arriver à une situation qui soit optimum et acceptable.

Conclusion et remerciements du maire Dominique SANCHEZ

Remerciements de Muriel ROQUES ETIENNE, députée suppléante, pour la qualité et la tenue des débats.